

Eolien : Sébastien Lecornu, secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire, livre nos territoires à l'éoligarchie !

Les projets du gouvernement en matière d'éolien industriel - en dehors d'être un copié collé des demandes du SER, le Syndicat des énergies renouvelables (1) - sont symptomatiques de l'évolution de la parole publique dans ce domaine. Plus question de discours sur le développement durable, la sortie du nucléaire (2) et les énergies propres pour convaincre les populations réticentes à la destruction de leur cadre de vie. Non, **on va directement au cœur du sujet : l'argent.**

Après tout, les promoteurs sont là pour ça (3), alors on va essayer d'être un peu plus partageux pour convaincre les indigènes.

Ainsi, quand la tendance lourde de la fiscalité française est de transférer les ressources des communes vers les communautés de communes, soudainement on songe à rapatrier une partie du produit de l'IFER (Imposition forfaitaire pour les entreprises de réseaux) vers ces mêmes communes et ce dans le but avoué d'amadouer leurs citoyens. **Décidemment l'éolien a droit à toutes les transgressions même vis à vis des politiques d'organisation administrative de la France.**

Si ça ne suffit pas à gagner les cœurs, on va proposer que - selon les souhaits toujours du SER - « les règles existantes relatives au financement participatif soient optimisées et adaptées ». Sous ce vocable usurpé, les promoteurs veulent plus facilement proposer des placements à 5 ou 6 % d'intérêt aux habitants. Quelle banque peut faire mieux ?

Enfin au cas où les indigènes resteraient rebelles, Sébastien Lecornu réfléchit à limiter les « recours abusifs ». **A quand la promulgation de l'état d'urgence énergétique pour museler toute opposition ?**

Pour terminer la liste des cadeaux que l'on nous promet pour ces fêtes, le gouvernement va donner un cadre juridique spécial au repowering (4). Il s'agit là aussi de **simplifier au maximum les procédures... pour les promoteurs.** Autrement dit, votre commune avait signé pour 20 ans et des machines de 100 mètres de haut, elle en reprend pour 20 ans de plus avec des hauteurs de 160 à 200 mètres et sans avoir rien à dire.

Cet ensemble de pistes du gouvernement est lié directement à un document du SER intitulé « 5 mesures phares pour libérer l'éolien terrestre dans le respect des territoires et de leurs habitants ». **Si ces gens respectaient un tant soit peu les dits habitants ils éviteraient au moins de les prendre pour des imbéciles.**

L'industrialisation éolienne, sauvage et délétère, va frapper encore plus fort les populations des territoires ruraux, floués par des politiques sourdes aux alertes que lancent leurs associations.

(1) Pour mémoire le SER a pour membres à son conseil d'administration, entre autres, des représentants d'EDF, EDF EN, Siemens, Total, Engie, Voltalia (propriété de la famille Muliez), General Electric, tous farouches défenseurs de la transition énergétique !

(2) 6500 éoliennes construites en France pas une centrale nucléaire fermée ou en voie de l'être : EDF essaie, en ce moment, d'obtenir leur prolongation au-delà de 40 ans de fonctionnement.

(3) L'éolien est la seule industrie où l'entrepreneur sait que pendant 15 ans toute sa production sera achetée quelques soient les besoins, à un prix garanti, largement au dessus de celui du marché, ce qui lui assure de copieux bénéfices.

(4) Repowering : renouvellement d'un parc éolien obsolète par des machines plus puissantes et pour cela encore plus gigantesques.

Contact : Jean Pougnet pour le collectif Toutes Nos Energies Occitanie Environnement
Pougnet.jean@gmail.com - 04 67 97 51 27 - 06 46 03 19 15 - toutesnosenergies.fr